



**Jeudi
18 mars 2021**

Pour nous suivre :

Site internet :

<https://www.lutte-ouvriere.org>

Facebook :

[Lutte ouvrière
Chaumont](#)

Contact :

courrier postal :

Sylvain Demay,
conseiller municipal
Lutte ouvrière
20 rue Jules Tréfousse
52 000 CHAUMONT

tel : 06 64 65 27 44

mail :

[sylvaindemay@
yahoo.fr](mailto:sylvaindemay@yahoo.fr)

Facebook :

[Sylvain.Demay.LO](#)

*Cette lettre
d'information est
confectionnée et
imprimée par des
moyens militants.*

*N'hésitez pas
à la soutenir
financièrement.*

n° 22-imp.spé.LO

Contre la pénurie de vaccins, il faut réquisitionner les laboratoires !

L'épidémie progresse à nouveau et inquiète par sa virulence.

Le scénario catastrophe se rejoue avec des services de réanimation saturés, des déprogrammations d'opérations et des transports de malades d'une région à une autre.

Tout se passe comme si, en une année, le gouvernement n'avait rien appris. Qu'il n'y ait pas de lits en nombre suffisant dans les réanimations pour accueillir cette troisième vague est scandaleux.

L'autre scandale est la vaccination. Il y a un an, le monde entier était confronté à l'inconnu. Il n'y avait ni traitement ni vaccin. Puis les scientifiques ont travaillé d'arrache-pied.

Avec la technologie de l'ARN messager, on dispose même de vaccins qui font l'unanimité des scientifiques par leur efficacité, leur adaptabilité aux variants et la rareté des effets secondaires.

Tous les pays demandent et attendent avec impatience ces vaccins libérateurs, mais l'intendance ne suit pas.

Les labos qui monopolisent les brevets sont incapables de tenir le rythme de production prévu. Ils n'ont pas construit les lignes de production nécessaires ni embauché les travailleurs pour les faire fonctionner.

Comment réagissent les dirigeants européens qui se sont fait flouer ? En pleurnichant ! « *Ils se moquent de nous* », « *ils nous font la misère* », ont regretté certains, mais ils n'ont aucune intention de les contraindre à quoi que ce soit.

Tous les gouvernements ont imposé des contraintes drastiques à leur population. Mais aucun dirigeant n'est prêt à demander des comptes aux grands

trusts et à les contraindre soit à faire les investissements nécessaires, soit à céder leurs brevets pour que d'autres produisent des vaccins.

En temps de guerre, il est arrivé aux États de réquisitionner et de prendre le contrôle de certaines industries pour les mettre au service de l'effort de guerre.

Si ces réquisitions ont dépossédé temporairement les propriétaires bourgeois, elles se sont toujours accompagnées d'indemnités et de dédommagements conséquents.

Eh bien, aujourd'hui, dans la guerre contre la pandémie, ce minimum-là n'est même pas imaginé !

Les trusts se cachent derrière le secret commercial et industriel pour échapper à tout contrôle.

Pour lutter efficacement contre la pandémie et fabriquer les vaccins en masse, et cela au niveau mondial, il faudrait s'appuyer sur tous les centres de production existants et sur la planification.

Les droits de propriété et la soif de profits d'une poignée de parasites riches s'opposent à ce qui devrait être un effort de production collectif.

C'est un gâchis sans nom et c'est criminel car cette pénurie sera payée par des dizaines de milliers de nouveaux morts à l'échelle du monde.

Les bourgeois et leurs serviteurs politiques ont intérêt à ce que ce système perdure, mais pas les travailleurs.

Contre l'impuissance du gouvernement, affirmons la nécessité de réquisitionner les laboratoires et de les faire fonctionner sous le contrôle des travailleurs !



Réunion de Lutte ouvrière, samedi 20 mars à 15h :

Il y a 150 ans, la Commune de Paris : pour la première fois, les travailleurs au pouvoir

Le 18 mars 1871, les travailleurs de Paris se soulevèrent. Ils proclamèrent la Commune. Ce premier pouvoir ouvrier allait durer un peu plus de deux mois.

Des mesures d'urgence furent adoptées, qui visaient à améliorer concrètement les conditions d'existence des travailleurs. Mais, surtout, la Commune de Paris engagea la destruction de l'appareil d'État de la bourgeoisie.

Elle mit en œuvre des transformations qui préfiguraient ce que pourrait être un gouvernement démocratique des ouvriers.

Thiers, chef du gouvernement réfugié à Versailles, lança l'armée des « *Versillais* » à l'assaut des communaux. Malgré une défense héroïque, ceux-ci furent vaincus : au moins 20 000 furent massacrés durant la « *semaine sanglante* ».

C'est en Russie, en 1905 puis en 1917, que la classe ouvrière allait repartir victorieusement à l'assaut de la bourgeoisie et de son État, ouvrant la voie à une vague révolutionnaire dans toute l'Europe.

À sa tête, se trouvait le Parti bolchevique qui avait su tirer les leçons militantes de la Commune.



La réunion est sur invitation. Les modalités d'organisation étant dépendantes des contraintes sanitaires, il est impératif de réserver : le lieu de la réunion dépendra du nombre de participants.

Élections régionales : Lutte ouvrière sera présente

Les 13 et 20 juin prochains, pour les élections régionales, Lutte ouvrière présentera des listes dans les douze régions métropolitaines.

En tant que communistes révolutionnaires, ces élections seront pour nous l'occasion d'exprimer nos idées, de « *faire entendre le camp des travailleurs* », pour reprendre l'intitulé de nos listes, et de permettre à celles et ceux qui s'en revendiquent de se compter.

Tout au long de la crise sanitaire qui a débuté il y a un an, le gouvernement

a fait la démonstration de son incurie.

Au-delà de celle-ci, l'économie capitaliste a montré que, malgré les prouesses des scientifiques, elle ne pouvait répondre aux défis posés par le Covid-19.

Le marché, la loi du profit et la gestion capitaliste sont des obstacles à la lutte contre cette pandémie. Ils font de celle-ci un accélérateur de la crise économique avec le chômage de masse qui en découle.

C'est ce que dénonceront les listes présentées par Lutte ouvrière.



Forges de Bologne : 0 % d'augmentation, une provocation

Après un premier rassemblement d'environ 200 personnes jeudi 25 février dans l'usine des Forges de Bologne une centaine d'ouvriers ont fait grève plusieurs heures mardi 2 mars, soit un tiers des présents sur le site à cette heure-là.

La solidarité avec ce débrayage allait cependant bien au-delà, et cela s'est ressenti sur la production.

L'annonce de la « *proposition* » de la direction du site d'accorder 0 % d'augmentation a fait déborder le vase.

Le mécontentement est d'autant plus grand que les plus hauts cadres, eux, ne sont pas soumis au même régime. « *La direction nous avait dit qu'elle nous remercierait pour avoir travaillé pendant le Covid. Des mercis, elle en a plein la bouche, mais nous, on attend autre chose !* »

Le prétexte avancé par la direction est « *la mauvaise santé du site* », ce qui n'a pas convaincu les travailleurs, puisque le groupe LISI, propriétaire des Forges, affiche de confortables profits de 41,5 millions d'euros, dont 37,8 millions d'euros pour la seule branche aéronautique.

Les participants au rassemblement avaient d'autant plus envie de se faire entendre que l'avenir est incertain. Le chômage partiel continue, les intérimaires ont été renvoyés, et l'usine ne compte déjà plus que 580 salariés, contre 730 avant la crise sanitaire.

Cette incertitude est renforcée par la perspective du déménagement à Chaumont dans les années qui viennent. Avec ce déménagement à moins de 20 kilomètres, la direction gagne un site tout neuf payé

en grande partie par les fonds publics, et a annoncé qu'il y aurait sans doute moins de 500 salariés une fois le déménagement terminé.

Cette grève n'a pas permis d'obtenir une augmentation, la direction s'étant contentée de parler d'une nouvelle prime « *anti-accidents* » : une prime qui serait dégressive en fonction des accidents comptabilisés par atelier. Cette proposition est vécue comme une provocation : les accidents sont fréquents et cela revient à culpabiliser les futurs accidentés.

En tout cas, ce qui domine aujourd'hui, c'est la fierté d'avoir relevé la tête. Dix ans se sont passés depuis la dernière grève, mais maintenant, ce qui se dit c'est que « *la paix sociale, c'est terminé* ».